

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 21 octobre 2010

L'an deux mil dix, le vingt et un octobre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –

MM. MAISONNAS, TRACLET, GAUTHIER, MANIE, Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN ; DIDIER

MM. COTE, DENIS, GRUMET, PRUDON, GUILLARD

Pouvoirs : Mr CAPLAT (pouvoir à M. LOUSTALET)

Mr ABBOU (pouvoir à Mr TRACLET)

Excusés : Mr BALOUZET

M. Michel VIENOT (Maire honoraire)

Secrétaire de séance : M. COTE

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

a) Commission Voirie

Mr le Maire informe le Conseil qu'à la dernière réunion de la Commission Voirie (CCMP) il a été statué sur les derniers chiffrages de l'étude du Cabinet PLANTIER. Il précise que la commune de THIL a adressé un courrier à Mr le Président de la CCMP lui rappelant les vœux formulés par la commune concernant la voirie ainsi qu'une demande d'aménagement de la « partie thiloise » de l'Anneau Bleu.

b) Passerelle de Thil pour l'accès à la « zone nature du Grand Parc »

Mr le Maire rappelle que le numéro d'octobre de « Communauté de Vues » présente la cartographie du territoire avec, notamment, le report des équipements communautaires réalisés et en projet. A ce titre, le projet de « Passerelle » permettant l'accès à la « zone Nature » du Grand Parc est positionné sur la commune de Thil.

c) Commission Accessibilité

Mr le Maire donne lecture au Conseil d'un courrier adressé par Mr le Président de la CCMP concernant la nomination de deux Elus (un titulaire et un suppléant) qui devront siéger à la Commission Intercommunale d'Accessibilité des Personnes Handicapées (CIAPH).

Cette commission présidée par le Président de la CCMP exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement soit le transport urbain, la voirie d'intérêt communautaire et les équipements communautaires.

Le Conseil Municipal désigne à l'unanimité : Mr Traclet (Titulaire) ; Mr Manié (Suppléant).

d) Académie de Musique et Danse

Mr Maisonnas a reçu les représentants de l'Académie de Musique et Danse qui recherchent une salle pouvant les accueillir pour faire des auditions et des concerts. La salle polyvalente de Thil leur conviendrait, cependant, l'Académie se trouve devant un problème de stockage permanent de matériel. En effet, la structure ne permet actuellement pas, de laisser du matériel de sonorisation en toute sécurité. L'Académie de Musique et Danse poursuit sa recherche sur d'autres communes.

Le Conseil Municipal se dit favorable au projet, jugeant qu'il serait opportun que l'Académie se déplace sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes.

e) Aire d'accueil et de grand passage des gens du voyage

Mr Grumet demande que soit commenté le compte-rendu du Bureau Communautaire adressé aux adjoints et délégués, notamment la partie se rapportant à l'aire d'accueil et de grand passage des gens du voyage.

Mr le Maire fait l'historique du dossier depuis le courrier adressé par Mr le Préfet obligeant la Communauté de Communes à établir une aire d'accueil et une aire de grand passage.

Mr le Maire rappelle au Conseil que le Sénateur-Maire de Miribel proposait d'élargir le périmètre d'accueil de Beynost et Thil.

Mr Grumet rappelle qu'il avait été évoqué la possibilité de se rapprocher de la Communauté de Communes de Montluel (par rapport aux terrains situés sur la Valbonne).

Mr le Maire répond que Mr Gadiolet (Maire de Neyron) a assisté à une réunion à La Valbonne l'informant du refus du Ministère de la Défense (terrains militaires).

Mr le Maire précise que, en l'état, l'étude de faisabilité conduite par la Communauté de communes reste cantonnée sur les alternatives d'emplacements identifiées par les services de l'Etat.

Mr Prudon rappelle que, au vu des échéances électorales proches, les décisions sur le dossier « Aire de Grand Passage » pourraient faire l'objet de délais complémentaires.

Mme Didier pense qu'il serait préférable de ne pas se prononcer dans l'immédiat.

Mr Grumet souhaite que le choix se fasse sans tarder afin d'éviter que des caravanes s'installent inopinément sur la commune.

Enfin, Mr le Maire précise que l'aménagement de l'Aire d'Accueil à Beynost sur l'exercice 2011, devrait apporter une première avancée sur la gestion des stationnements des Gens du Voyage.

3. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Mr Manié fait la synthèse du dossier portant sur le Plan Local de l'Habitat (P.L.H.) est un outil de mise en cohérence des politiques publiques en matière de développement de l'habitat. Il est obligatoire depuis la loi du 25 mars 2009, pour les communautés de communes qui ont la compétence en matière d'habitat. A ce titre, il rappelle que le document d'urbanisme de la commune (POS / PLU) doit être mis en cohérence avec ce programme de l'habitat.

Ce PLH a été élaboré à partir d'un diagnostic de notre territoire qui a permis de déterminer les besoins actuels et prévisibles en logements.

Ces besoins conduisent naturellement à la proposition d'orientations stratégiques et à un programme d'action à l'horizon 2017 qui a été validé par le conseil communautaire de la CCMP en juillet 2010.

.../...

En ce qui concerne THIL, notre village est essentiellement concerné par un besoin de 6 logements neufs par an, soit 38 logements pendant les années du PLH. Le PLH doit intégrer les recommandations du SCOT (Schéma de Cohérence d'Organisation du Territoire Bugey – Côtière – Plaine de l'Ain) qui impose pour THIL, 10 % de logements aidés. Or, à ce jour, THIL n'en compte aucun. Parmi les nouveaux logements à fournir, le PLH demande donc à THIL d'y intégrer 16 logements locatifs aidés et 5 logements en accession aidée. Le PLH offre un certains nombres d'outils, y compris financiers, pour aider les communes de la CCMP à réaliser leurs objectifs.

A la suite de l'exposé de Mr Manié, Mr le Maire rappelle que le Conseil Communautaire a voté à l'unanimité en juillet dernier les objectifs d'ensemble du PLH. Les communes doivent ensuite porter un avis simple sur le PLH défini par la Communauté de Communes. Ceci fait l'objet de la délibération proposée du Conseil Municipal.

DELIBERATION N° 10/07/01 : PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT : APPROBATION DU PROJET

Le conseil communautaire du 03 juillet 2006 a approuvé le lancement d'une étude pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat.

Le Conseil Communautaire a arrêté le 09 juillet 2010 le projet de PLH.

A ce stade de la procédure il convient, pour chaque commune membre de la communauté, d'émettre un avis sur le projet de PLH et de délibérer sur les moyens relevant de ses compétences, à mettre en place dans le cadre du projet PLH. Faute de réponse dans un délai de 2 mois, l'avis est réputé favorable.

Pour notre commune, le programme d'actions fixe les objectifs suivants :

. Sur la période du P.L.H. (2011 – 2017)

- 38 nouveaux logements
 - ⇒ dont 16 logements locatifs aidés
 - ⇒ dont 5 logements en accession sociale

La CCMP délibérera à nouveau après recueil des avis des communes et du syndicat mixte du SCOT.

Le projet de PLH sera alors transmis au Préfet.

Le Préfet transmettra le projet de PLH au représentant de l'Etat dans la région, qui saisira pour avis le comité régional de l'habitat. Le cas échéant, le préfet adressera des demandes de modifications suite à l'avis du comité régional de l'habitat dans un délai d'un mois suivant cet avis. La CCMP pourra alors délibérer sur ces demandes. Si elles sont acceptées les communes auront à nouveau deux mois pour se prononcer, puis la CCMP adoptera le PLH par une nouvelle délibération.

En conséquence il vous est demandé :

- de prendre acte du projet de PLH adopté par la CCMP
- d'approuver les objectifs quantitatifs et qualitatifs concernant notre commune,
- de donner un avis sur l'ensemble du projet de PLH :
 - favorable
- et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à engager les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs de ce PLH.

| | |
|-------------------|-----------|
| <i>Pour</i> | <i>14</i> |
| <i>Contre</i> | <i>0</i> |
| <i>Abstention</i> | <i>0</i> |

4. PERSONNEL COMMUNAL

Mr Guillard informe l'Assemblée des raisons qui motivent la modification du tableau des emplois permanents. En effet, suite à la demande de mise en disponibilité pour convenances personnelles d'un agent (ATSEM) titulaire, il y a lieu de nommer un agent contractuel pour la remplacer sur ce même poste.

DELIBERATION N° 10/07/02 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

- **accepte** les propositions du Maire,

- **fixe** le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1^{er} novembre 2010.

-**autorise** Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

Annexe à la Délibération n° 10/07/02

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Secrétaire de Mairie
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Entretien des locaux*)
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 2 Adjoints Techniques 1^{ère} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Administratif 2^{ème} Classe
- . 1 Adjoint Administratif Principal 1^{ère} Classe
- . 1 Rédacteur

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (*Bâtiments communaux : 33h30 annualisées à 28h55 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Garde Champêtre Principal Territorial (*6h00 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*29h20 annualisées à 25h00 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*36h45 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*36h45 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 16h00 annualisées à 12h40 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 08h00 annualisées à 6h20 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Garderie périscolaire : 11h55 annualisées à 09h25 par semaine*)
- . 1 Adjoint Administratif (*28h00 par semaine*)

| | |
|-------------------|-----------|
| <i>Pour</i> | <i>14</i> |
| <i>Contre</i> | <i>0</i> |
| <i>Abstention</i> | <i>0</i> |

5. ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT BEYNOST - THIL

Monsieur le Maire rappelle la délibération de l'Association Foncière de Remembrement Beynost-Thil prononçant sa dissolution, décidant de verser le solde des avoirs financiers (2.411,16 euros) pour moitié à chaque commune et la cession des propriétés à titre gratuit à chaque commune.

Il rappelle aussi les délibérations des Communes de Beynost et Thil acceptant la moitié de l'actif de l'Association Foncière et la cession des propriétés à titre gratuit.

Le versement de la part revenant à la commune de Thil (1.205,58 €) fera l'objet d'une écriture comptable en fin d'exercice.

6. DELIBERATION N° 10/07/03 : INDEMNITE DU PERCEPTEUR

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

- . de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,
- . d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an.
- . que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mr Christian CORTIJO.
- . de lui accorder l'indemnité de conseil au prorata de son temps de présence pour l'année 2010 d'un montant de 173,79 € brut.

| | |
|-------------------|-----------|
| <i>Pour</i> | <i>14</i> |
| <i>Contre</i> | <i>0</i> |
| <i>Abstention</i> | <i>0</i> |

7. DELIBERATION 10/07/04 : MODALITES DE REGLEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A LA SURVEILLANCE DE L'ETUDE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que des agents ou enseignants sont affectés à la surveillance de l'Etude du soir, et sont rémunérés à la vacation par la Commune.

Le Conseil,

Ouï les explications de Monsieur le Maire,

Décide qu'à compter du 1^{er} novembre 2010 :

- . le mode de calcul servant à la rémunération des agents ou enseignants affectés à la surveillance de l'Etude du soir, est basé sur le tarif de rémunération fixé par le BO correspondant à ½ heure de surveillance de cour et 1 heure d'étude surveillée (dans le cas où le nombre d'enfants est inférieur à 10, la vacation est payée proportionnellement au nombre d'enfants : MT maximum * Nombre d'enfants / 10.

.../...

. la somme globale mensuelle obtenue est répartie au prorata des vacances réalisées par chacun des agents ou enseignants.

| | |
|-------------------|-----------|
| <i>Pour</i> | <i>14</i> |
| <i>Contre</i> | <i>0</i> |
| <i>Abstention</i> | <i>0</i> |

8. **QUESTIONS DIVERSES**

ADOLESCENTS :

Suite à la réunion du groupe de travail, Mr le Maire fait part au Conseil de l'invitation faite aux Adolescents de la commune le 06 novembre prochain en Mairie pour dialoguer avec eux sur leurs besoins. Une affiche sera apposée sur les panneaux d'affichages communaux, les abribus, à l'école et à l'épicerie.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 21 h 45.